

DE KONINCK, Rodolphe et Christine VEILLEUX (dir.). *L'Asie du Sud-Est face à la mondialisation : les nouveaux champs d'analyse/Southeast Asia and Globalization : New Domains of Analysis*. Documents du GÉRAC, n°11, Québec, IQHEI, 1997, 208 p.

Marie Lavigne

Volume 28, numéro 4, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703829ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703829ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, M. (1997). Compte rendu de [DE KONINCK, Rodolphe et Christine VEILLEUX (dir.). *L'Asie du Sud-Est face à la mondialisation : les nouveaux champs d'analyse/Southeast Asia and Globalization : New Domains of Analysis*. Documents du GÉRAC, n°11, Québec, IQHEI, 1997, 208 p.] *Études internationales*, 28(4), 907–909. <https://doi.org/10.7202/703829ar>

varient tant au Nord qu'au Sud, la place des ONG et les équivoques de l'action soi-disant humanitaire.

À ces deux parties qui se complètent harmonieusement et dont l'étoffe bénéficie d'une contribution d'auteurs de disciplines différentes, dont plusieurs de leurs œuvres sont connues, s'ajoutent trois importants documents de réflexion, les deux premiers, d'Alfred Sauvy et de Georges Balandier, et surtout le dernier, celui de Jean Duvignaud, qui sert de conclusion venant coiffer opportunément la qualité de l'ensemble de cet ouvrage.

Dans les annexes, les lecteurs profiteront d'une bibliographie sélective, établie par André Guichaoua, regroupant cinq séries d'ouvrages de base ou en mesure de transmettre des messages susceptibles de fournir davantage de détails, d'élargir ou éclaircir les champs de réflexion. S'y ajoutent un excellent glossaire empreint de précisions, une liste de sigles fort utile, trois cartes précises des décolonisations, ainsi qu'une matrice des échanges commerciaux.

C'est avec beaucoup d'intérêt que nous avons parcouru ce riche dossier d'informations et ce commentaire sur un propos de grande actualité. En somme, un ouvrage étoffé et passionnant dont nous suggérons la lecture.

Paul-Yves DENIS

*Département de géographie
Université Laval, Québec*

L'Asie du Sud-Est face à la mondialisation : les nouveaux champs d'analyse/Southeast Asia and Globalization : New Domains of Analysis.

DE KONINCK, Rodolphe et Christine VEILLEUX (dir.). Documents du GÉRAC, n° 11, Québec, IQHEI, 1997, 208 p.

Les douze contributions rassemblées sous ce titre représentent la publication des travaux d'un colloque organisé par le GÉRAC (Groupe d'études et de recherches sur l'Asie contemporaine) en octobre 1995. Dans sa préface, Rodolphe De Koninck souligne deux points importants dans la problématique de la mondialisation appliquée à l'Asie du Sud-Est (pays de l'ASEAN). Le premier concerne l'idéologie des « valeurs asiatiques », concept ambigu qui prétend offrir une ligne de résistance à la mondialisation, mais en fait a pour but de réserver le contrôle et les bénéfices de l'insertion dans l'économie mondiale aux élites en place. Le second se rapporte au lien entre mondialisation et croissance : l'ouverture au marché mondial a sans doute été concomitante d'une poussée de croissance sans précédent dans la région, mais a également creusé les inégalités dans la répartition des revenus.

La première partie de l'ouvrage examine quelques grands enjeux de la mondialisation. Ainsi Carolina G. Hernandez (directeur de l'Institute for Strategic and Development Studies de Quezon City, Philippines) souligne que pour la première fois dans son histoire l'Asie du Sud-Est apparaît comme un ensemble unifié à visées communes, une fois sortie de la domination coloniale, et, avec la fin de

la guerre froide, ayant réalisé la paix entre ses membres et avec ses anciens adversaires historiques, notamment le Japon et la Chine (« One Southeast Asia in the 21st Century », pp. 17-26). Il reste à réaliser l'objectif « ASEAN-10 horizon 2000 », notamment par le soutien et la pression à une évolution favorable du régime et à la réconciliation nationale en Myanmar et au Cambodge ; à résoudre le conflit encore pendant avec la Chine concernant les îles Spratly, et à gérer une politique de développement durable. Bruce Matthews (Acadia University, Nouvelle-Écosse) s'attache aux conflits entre le « nouveau globalisme » de la fin du xx^e siècle et les cultures asiatiques, dans la mesure où ce globalisme repose sur les concepts occidentaux de marché, de droits de l'homme et d'État-nation, constituant le cadre des relations internationales (« The Struggle Between the Old Culture and the New Globalism in Southeast Asia », pp. 27-35). Sans parler de « conflit de civilisations » à la Huntington, il faut admettre que les cultures asiatiques sont différentes et notamment que la « démocratie » à l'occidentale n'a pas de sens dans des pays où les droits de la collectivité sont aussi importants sinon plus que les droits individuels. Le même thème est repris par Diane K. Maury (Université de British Columbia : « The Realm of Values in Southeast Asia : Globalization or Western Domination? », pp. 37-51). L'universalité des droits de l'homme est un concept occidental ; en Asie la satisfaction des besoins de base compte plus que la liberté de la presse ou des élections. La globalisation a été bénéfique économiquement aux pays d'Asie du Sud-Est, mais elle a aussi conduit à une

« réinvention des traditions » en réaction à l'invasion des valeurs occidentales. Le thème des droits de l'homme est enfin examiné en rapport avec le concept de « bonne gouverne » par R.S. Milne (Université de British Columbia : « Good Governance : its Relation to Human Rights », pp. 53-68). À une époque où l'expression est de plus en plus usitée sans définition précise, Milne précise que le terme de *governance* se trouve chez des auteurs anglais du xiv^e siècle mais a été remis en usage dans un contexte « global » et économique par la Banque Mondiale à la fin des années 80, d'abord par application à l'Afrique puis à tous les pays du Tiers Monde, signifiant que des projets et programmes techniquement corrects peuvent échouer si la qualité de l'action gouvernementale est déficiente. Le concept est-il neutre ou implique-t-il des « valeurs » ? Inclut-il la démocratie et les droits de l'homme ? Singapour est un exemple de « bonne gouverne », mais pas de démocratie à l'occidentale.

Dans la seconde partie de l'ouvrage consacrée aux études de cas, Sylvain Lefebvre (Université du Québec à Montréal) revient sur l'exemple de Singapour (« La gouverne politique d'une ville globale : Singapour, ville-État », pp. 71-92) analysant les succès obtenus par une intégration « sans compromis aux forces de la mondialisation » (p. 71), ceci à cause d'une stratégie bien conduite de l'État et le maintien d'un contrôle étroit sur les facteurs de production. Ville-État mais aussi multinationale paternaliste gérée par un parti autoritaire, Singapour est l'exemple d'une globalisation réussie, y compris dans ses aspects sociaux. Voir l'article suivant

par Deirdre McKay (University of British Columbia) qui commente le cas de Flor Contemplacion, la jeune Philippine pendue pour double meurtre à Singapour (pp. 93-109), cause d'un refroidissement des relations entre les Philippines et Singapour et victime de relations néo-coloniales. Une série de contributions tourne ensuite autour d'une thématique agricole : l'aquaculture en Thaïlande (Pierre Bouret, Université Laval, pp. 119-131), la déforestation en Asie du Sud-Est liée au commerce du bois avec le Japon (Peter Dauvergne, Australian National University à Canberra, pp. 133-155), ainsi qu'à l'expansion agricole en Birmanie et Thaïlande (Estelle Dricot et Steve Déry, Université Laval, pp. 157-177). Deux études par trois jeunes chercheurs de l'Université Laval (François Brassard, Lyne Chabot et Luisa Molina, pp. 179-198) analysent sur des cas précis la consommation de bois de feu au Vietnam. Toutes ces études soulignent les problèmes écologiques et environnementaux liés à la mondialisation, qui pousse à exporter des ressources lentement renouvelables ou à intensifier l'agriculture au-delà des limites d'un développement écoviable.

L'ouvrage souffre des contraintes habituelles propres à une publication collective pluridisciplinaire, et d'une hétérogénéité que les « éditeurs » n'ont pas cherché à masquer. Le titre indique bien que certains champs d'analyse ont été sélectionnés, de façon nécessairement partielle. À la charnière de l'analyse synthétique et du cas, les études sur la *governance* nous ont paru les plus intéressantes, mais selon ses intérêts et sa discipline le lecteur intéressé par l'Asie

du Sud-Est et la mondialisation y trouvera matière à réflexion.

Marie LAVIGNE

*Institut de Sciences Mathématiques et
Économiques Appliquées
Paris, France*

Agenda for Africa's Economic Renewal.

*NDULU Benno et Nicolas VAN DE WALLE
(dir.). Washington, Overseas
Development Council, 1996, 256 p.*

Le livre recensé s'adresse aux décideurs dont la principale préoccupation est la recherche de solutions aux problèmes économiques de l'Afrique : ces solutions passent par la mondialisation économique. Si, pour certains observateurs, en Afrique comme ailleurs, la mondialisation des marchés appauvrit l'Afrique, telle n'est pas l'opinion de Benno Ndulu, Nicolas Van de Walle et des autres collaborateurs de ce livre. Ces derniers voient même la mondialisation économique comme un excellent moyen de poser les jalons d'une « nouvelle politique économique nationale », puisqu'une plus grande intégration des économies des pays africains aux marchés internationaux a pour effet de compenser les faiblesses structurelles caractérisant ces économies nationales, notamment par un accès aux meilleures technologies et au savoir-faire, par un attrait des investissements étrangers, bref, par l'amélioration des pans entiers de l'économie.

Dans son ensemble, le livre va au-delà des critiques du néolibéralisme. C'est sa principale force et son intérêt. Ses auteurs dressent une liste des paramètres généraux dont les décideurs (*policymakers*) ont besoin